



Priorité de la paix et du désarmement pour la collectivité mondiale

Déclaration des coprésidentes du RPDN Uta Zapf, MdB (Allemagne), l'honorable Marian Hobbs, députée (Nouvelle-Zélande), la sénatrice Abbaca Anjain Maddison (Îles Marshall), Alexa McDonough, députée (Canada) et Mikyung Lee (Corée du Sud)

www.pnnd.org
A program of the
Global Security Institute
and the
Middle Powers Initiative

Co-Presidents

Senator Abacca Anjain Maddison
Marshall Islands
Hon Marian Hobbs MP
Aotearoa-New Zealand
Mi-Kyung Lee MP
Republic of Korea
Alexa McDonough MP
Canada
Uta Zapf MP
Germany

Special Representative

Senator Roméo Dallaire
Canada

Global Coordinator

Alyn Ware
Aotearoa-New Zealand

Global Council

Senator Lyn Allison
Australia
Angelika Beer MEP
Germany
Hon Dr Raphael Chegeni MP
Tanzania
Hon David Coltart MP
Zimbabwe
Jonathan Granoff
Global Security Institute
Rubén Martínez Huelmo MP
Uruguay
Dov Khenin MP
Israel
Sergei Kolesnikov MP
Russia
Taro Kono MP
Japan
Young-ghil Kwon MP
Republic of Korea
Hallgeir Langeland MP
Norway
Senator Francesco Martone
Italy

Senator Emeritus Douglas Roche
Middle Powers Initiative
Yoshinori Suematsu
Japan
Senator Patrik Vankrunkelsven
Belgium

Commémoration du 24 mai

Journée internationale des femmes pour le désarmement

À l'occasion de la **Journée internationale des femmes pour le désarmement**, nous demandons aux leaders mondiaux et à tous les citoyens de s'engager une fois de plus à atteindre les objectifs des Nations Unies pour la paix et la sécurité dans le monde, le règlement sans violence des conflits, et la réaffectation des ressources provenant des budgets militaires aux fins d'atteindre les objectifs sur le plan social et en matière de développement.

Nous devons abandonner immédiatement la production, le déploiement et l'utilisation d'armes telles que les mines terrestres et les bombes à fragmentation qui tuent sans distinction les civils, détruisent les collectivités, menacent les générations futures et bafouent la loi internationale. Par conséquent, nous demandons un appui universel envers des traités internationaux interdisant les mines terrestres et les bombes à fragmentation.

Nous devons également rejeter la doctrine dépassée qui laisse croire, à tort, à quelques États qu'ils peuvent assurer leur sécurité en menaçant de détruire d'autres pays qui ont des armes nucléaires. Le fait de continuer à posséder des armes nucléaires stimule la prolifération de celles-ci et en rend possible l'acquisition et l'utilisation par des groupes terroristes, ce qui donnerait lieu à une catastrophe bien pire que la destruction du World Trade Centre en 2001. Ce qui serait plus effrayant encore, ce serait l'utilisation de multiples armes nucléaires entre différents États, soit par accident, en raison d'une erreur de calcul ou délibérément. Il en résulterait des horreurs qui feraient paraître dérisoires celles des précédentes guerres mondiales, et une destruction environnementale beaucoup plus violente que l'accident de Tchernobyl et que les changements climatiques découlant des émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, nous demandons que des négociations soient entreprises en vue de conclure un traité mondial interdisant les armes nucléaires et assurant le respect universel de cette interdiction.

Seule la coopération entre les pays et la collectivité mondiale permettra d'écartier les menaces pour notre planète que sont les changements climatiques, la pauvreté et la guerre. Et cette coopération sera impossible tant que les États entretiendront des armées importantes et coûteuses et menaceront de se détruire les uns les autres. Compte tenu du fait que les

Head Office

PO Box 24-429
Manners Street, Wellington
Aotearoa-New Zealand
Tel: (64) 4 496-9629
Fax: (64) 4 496-9599
alyn@pnnd.org

United Nations Office

866 United Nations Plaza Suite 4050
New York, NY 10017
United States of America
Tel: +1 646 289 5170
Fax: +1 646 289 5171
mpi-ny@gsinstitute.org

Business Office

GSB Building, Suite 400
One Belmont Avenue
Bala Cynwyd PA 19004, USA
Tel: (1) 610 668-5488
Fax: (1) 610 668-5489
general@gsinstitute.org

dépenses annuelles mondiales en matière militaire équivalent au budget de fonctionnement des Nations Unies pendant six cents (600) ans, pouvons-nous prétendre avoir pris un véritable engagement envers une coopération accrue et une réduction des conflits?

Par ailleurs, la mondialisation au XXI^e siècle a fait du désarmement général, de l'abolition de la guerre et de la sécurité commune des objectifs réalistes. Nous disposons désormais de mécanismes internationaux permettant d'apaiser les préoccupations en matière de sécurité, de régler les conflits internationaux et de réagir de façon pacifique aux éventuelles agressions. De plus, la prise de conscience croissante dans le monde et le sens de responsabilité de chacun envers son prochain font en sorte que les leaders de nos collectivités et de nos pays se tournent davantage vers ce genre de mécanismes plutôt que de recourir aux menaces ou à la force. Cette tendance est accentuée par l'intervention des femmes à tous les niveaux du règlement des conflits et du rétablissement de la paix, comme le préconise la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Cette nouvelle réalité nous permet de réduire de façon draconienne le billion de dollars consacré aux forces militaires chaque année et de réaffecter ces fonds aux ressources humaines et financières nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement fixés par les Nations Unies et pour prévenir les changements climatiques.

En tant que représentantes, nous sommes toutes fières de notre pays et de notre identité nationale. Toutefois, nous établissons des relations au-delà des frontières en reconnaissant notre condition humaine commune et en collaboration à l'édification d'un monde pacifique, sûr et juste.

Nous vous invitons à vous joindre à nous.